



Westminster & City News

NUMÉRO 43

Du 20 au 26 novembre 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

L'Office for Budget Responsibility a mis à jour ses prévisions économiques à horizon 2025-26 – Selon l'institut indépendant, la croissance devrait se contracter de 11,6 % en 2020 avant de rebondir de 5,5 % en 2021 et 6,6 % en 2022. A horizon 2025, le PIB resterait 3 % en dessous de la trajectoire précédemment envisagée en mars. Le taux de chômage atteindrait son pic au T2 2021 à 7,5 %, contre 3,8 % début 2020, avant de diminuer graduellement vers 4,4 % en 2025. L'inflation resterait à un niveau limité à moyen-terme, et n'atteindrait la cible d'inflation de la banque centrale qu'en 2024 ; une sortie de l'UE sans accord pousserait l'inflation de 1,5 % supplémentaire. Le déficit public devrait atteindre 394 Md£ sur l'année budgétaire 2020-21, soit 19 % du PIB. L'OBR estime que le déficit diminuerait à 7,4 % du PIB en 2021-22, puis avoisinerait 4 % jusqu'à la fin de l'horizon (100 Md£ par an). La dette publique s'établirait à 105,2 % du PIB en 2020-21, en hausse de 473 Md£ ou 20 pp de PIB. Elle atteindrait son pic en 2023-24 à 109,4 % du PIB avant de ressortir à 104,7 % à la fin de l'horizon de prévision.

Au-delà des dépenses liées au Covid, les crédits ministériels augmenteront de 4 % en 2021-22 – Le Chancelier a présenté la revue annuelle des dépenses (*Spending Review*) le 25 novembre et annoncé une augmentation de 14,8 Md£ des crédits alloués aux services publics (hors dépenses Covid), ce qui constitue une moindre dépense de 10 Md£ par rapport aux annonces budgétaires de mars dernier. Le NHS, les écoles et la défense bénéficient en très grande partie de cette hausse, alors que l'aide publique au développement a été abaissée de 0,7 % à 0,5 % de PNB, que les salaires des fonctionnaires ont été gelés en termes réels (à l'exception des employés du NHS et des bas salaires) et que le financement par dotations des collectivités territoriales a été partiellement reporté sur les contribuables (hausse des taxes locales). Un plan d'investissement de 100 Md£ a également été annoncé, incluant le « Ten Point Plan » du Premier Ministre sur la révolution verte. Enfin le Chancelier a annoncé le déboursement de 38 Md£ supplémentaires liés à la crise Covid cette année (2020-21) et 55 Md£ l'année prochaine (2021-22).

Malgré le confinement, l'activité économique britannique résiste mieux qu'attendu en novembre – Selon les premières estimations, l'indice d'activité composite de Markit a peu diminué malgré la mise en place du confinement en novembre, de 52,1 en octobre à 47,4 en novembre, au-dessus du consensus à 42,5. En revanche, le PMI des services se dégrade de plus de 5 points pour s'établir à 45,8, tandis que le PMI manufacturier a augmenté de 55,8 à 56,3 en novembre. L'indice de production future, qui reflète les attentes de croissance de la demande sur les douze prochains mois, a augmenté de 67 en octobre à 73,4 en novembre, son plus haut niveau depuis mars 2015. En revanche, l'indice d'emploi a diminué de 43,4 à 42,1 en novembre, indiquant que les licenciements continuent d'augmenter malgré l'extension des dispositifs de chômage partiel jusqu'en mars 2021.

COMMERCE & INVESTISSEMENT

Le Royaume-Uni et le Canada ont signé un accord commercial de continuité – Londres et Ottawa ont annoncé le 21 novembre dernier avoir signé un accord de continuité qui permettra aux deux pays de continuer à commercer selon les termes préférentiels de l'accord UE-Canada au-delà de la période de transition qui s'éteint fin décembre.

Dans un communiqué de presse, le gouvernement britannique a indiqué que cet accord intérimaire préfigurait l'ouverture en 2021 de négociations commerciales entre le Royaume-Uni et le Canada en vue de parvenir à un accord « sur mesure » entre les parties, qui pourrait « aller plus loin » que l'accord avec l'UE dans les domaines du commerce numérique et de l'environnement notamment. Le texte juridique de ce dispositif de continuité n'ayant pas été encore publié, des incertitudes demeurent sur plusieurs volets, en particulier sur les dispositions en matière de cumul de l'origine, et sur les contingents tarifaires préférentiels. Pour mémoire, les exportations britanniques de biens vers le Canada ont atteint en 2019 près de 5,2 Md£, contre 12,9 Md£ pour les importations. Pour les services, les exportations britanniques ont atteint en 2018 2,2 Md£, contre 1,1 Md£ pour les importations.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Le gouvernement britannique lance une mission d'évaluation de son régime de cotation – Pilotée par Lord Hill, ancien commissaire européen, la *Review*, lancée le 19 novembre, a pour objectif d'approfondir les marchés de capitaux et d'améliorer la flexibilité et la proportionnalité du système réglementaire britannique afin de soutenir la croissance et l'innovation. Elle porte sur 5 domaines principaux : (1) les exigences en matière d'actions librement négociables ; (2) les structures à double catégorie d'actions ; (3) les exigences en matière d'accès à la cotation premium ; (4) les prospectus (actuellement obligatoires pour toute levée de fonds de plus de 8M d'euros ou toute offre de titres à plus de 150 investisseurs non qualifiés), dont les seuils (fixés jusqu'à présent au niveau européen) seront réévalués ; et enfin (5) la double cotation et cotation secondaire, dont la *Review* étudiera le coût actuel afin de voir si des modifications sont nécessaires afin de les encourager. Le secteur est invité à faire part de ses commentaires d'ici le 5 janvier 2021, et le rapport sera présenté au Trésor britannique début 2021.

Le Trésor et le ministère du travail britannique ont publié leur deuxième rapport sur l'inclusion financière – Le [rapport](#) décrit les progrès réalisés par le gouvernement pour lutter contre l'exclusion financière en 2019/2020 pour garantir que tous les individus, quelles que soient leurs origines ou leurs revenus, aient accès à des produits et services financiers utiles et abordables. Il aborde notamment les réponses apportées à la crise de la COVID-19 en termes de soutien financier aux ménages, comme par exemple le maintien de l'accès aux espèces pendant la crise, ou encore le soutien au secteur du crédit abordable avec les annonces en mai du déblocage de 65 M£ de financement d'actifs « orphelins » au profit de l'organisation indépendante *Fair4All Finance*, créée en 2019 pour distribuer des fonds pour l'inclusion financière (par exemple à travers la distribution de crédits abordables).

Le Trésor, la Banque d'Angleterre et la *Financial Conduct Authority* lancent un groupe de travail pour faciliter l'investissement dans la « finance productive » – Cette dernière désigne le financement d'investissements susceptibles d'accroître les capacités de production, de favoriser la croissance durable et, in fine, de contribuer à la croissance de l'économie réelle. Ceci inclut, par exemple, des investissements en recherche et développement, dans les technologies vertes, les infrastructures. Le [groupe de travail](#) fera des recommandations pour lever les barrières à l'investissement pour le plus grand nombre d'investisseurs, notamment en envisageant des structures de fonds potentiels, tel qu'un fonds d'actifs à long terme (LTAF).

Les fintechs britanniques appellent le régulateur à créer un environnement bancaire plus ouvert et transparent – La *Coalition for a Digital Economy* (CDE), qui représente les start-ups et entreprises technologiques britanniques (dont *TransferWise* et *Seedrs*), a publié cette semaine des recommandations exhortant les autorités de régulation britanniques à mettre fin à la prééminence des institutions bancaires sur l'utilisation des données des consommateurs. Le rapport émet des recommandations pour rendre l'*Open Finance* opérationnelle d'ici deux ans et renforcer la concurrence sur les marchés de l'épargne, du crédit, des hypothèques. Le rapport suggère notamment la fin de la règle actuelle de ré-authentification de 90 jours, qui oblige les consommateurs à autoriser à nouveau leurs banques à communiquer leurs données à des tiers.

Le gouvernement britannique mobilise un groupe de travail pour accroître le nombre de personnes issues de milieux défavorisés accédant à des postes à responsabilité au sein de la *City* – Lancée par le Trésor et le ministère de l'économie, l'initiative s'inscrit dans le prolongement de plusieurs tentatives pour améliorer la diversité au sein des conseils d'administration britanniques, particulièrement dans le secteur financier. Une étude commanditée par *City of London* a ainsi mis évidence qu'un quart des cadres supérieurs avaient reçu une éducation privée, et que près de neuf sur dix étaient issus d'un milieu socio-économique supérieur, tandis que les employés issus de milieux moins aisés mettaient 25 % plus de temps à progresser malgré l'absence de preuves de performances inférieures. Le groupe de travail, qui sera animé par la *City of London Corporation* et présidé par Catherine

McGuinness, fera des recommandations aux autorités et au secteur privé pour encourager la diversité sociale au sommet des organisations. Le groupe présentera ses conclusions d'ici novembre 2022.

Goldman Sachs entend créer une plateforme de négociation européenne à Paris – Goldman a demandé cette semaine aux autorités de régulation l'autorisation de lancer Sigma X Europe avant le 4 janvier 2021. Cette plateforme sera basée à Paris. Sous réserve d'approbation, la plateforme consistera en un système de négociation multilatéral privé, qui permettra des transactions sur 15 marchés et acceptera toutes les entreprises régies par les règles européennes. Trois plateformes pan-européennes de négociation d'actions londoniennes - CBOE, Turquoise de la Bourse de Londres et Aquis Exchange - ont déjà obtenu les autorisations réglementaires pour mettre en place des *hubs* européens.

Les levées de fonds au RU atteignent leur plus haut niveau depuis dix ans dans le contexte de la crise du coronavirus – D'après une analyse de la banque d'investissement *Goodbody*, les sociétés cotées en bourse ont levé plus de 26 Md£ sur les marchés principaux de la Bourse de Londres (LSE) et de l'*Alternative Investment Market* (AIM) en 2020. C'est le total le plus élevé depuis 2009, la décennie passée ayant été caractérisée par une moindre dépendance des entreprises britanniques à l'égard des marchés publics pour se financer. L'analyse de *Goodbody* montre que ce sont les sociétés du secteur de la consommation qui ont levé le plus de fonds sur les marchés des capitaux, soit 11,4 Md£. Cette catégorie comprend les entreprises de voyage, de loisirs et de voitures qui ont été durement touchées par la pandémie. Le secteur industriel a levé le deuxième montant le plus élevé, soit 4,2 Md£.

Natixis réduit ses effectifs à Londres de 50 personnes dans le cadre d'un changement de stratégie - La banque d'investissement française, filiale de BPCE, a annoncé la semaine dernière la fermeture de 50 postes à Londres (sur 350), essentiellement sur les activités de trading de dérivés actions. Une vingtaine d'emplois devraient être supprimés, tandis qu'une trentaine de postes devraient être ouverts à Paris et pourvus par des relocalisations et des recrutements locaux.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 26 novembre 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs *		Croissance T2 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-21,7%	-0,7%
PIB en glissement trimestriel		-20,4%	-1,6%
PIB par habitant		-20,6%	-1,8%
Inflation (IPC)		0,6%	2,1%
Evolution de la demande	Investissement	-25,6%	-2,3%
	Consommation	-24,1%	-1,9%
	Dépenses publiques	-15,7%	-1,1%
	Exportations (B&S)	-14,4%	-1,1%
	Importations (B&S)	-27,0%	-2,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-20,2%	-1,9%
	Secteur de la construction	-35,1%	-2,9%
	Secteur des services	-20,3%	-1,5%
Parmi les services	Finance et assurances	-3,4%	-0,7%
	Ventes au détail	-9,5%	-0,5%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,0%
Taux d'emploi		76,4%	75,9%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	25,8	31,5
Productivité horaire **	Croissance annuelle	-1,2% (T1)	0,2%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	-2,6%	0,4%
Salaires réels	Croissance annuelle	-2,2%	0,0%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-0,5% (T1)	0,3%
Taux d'épargne des ménages		8,6% (T1)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-7,3%	-2,7%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	99,1%	84,9%
Investissement public net	-2,4%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,0%	-4,3%
Balance des B&S		1,0%	-1,2%
Balance des biens		-3,9%	-6,2%
Balance des services		4,9%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,13
	GBP/USD	1,24	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.